

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre-Val de Loire - UD 45
5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESSITY OPERATIONS FRANCE

Arrabloy Lieu-dit « La Lombarderie »
45500 Gien

Références : VAT20260115
Code AIOT : 0010001145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement ESSITY OPERATIONS FRANCE implanté Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été menée dans le contexte de l'action nationale en cours sur les émissions de PFAS et en particulier des dernières investigations menées par l'exploitant ayant mis en exergue une non conformité au Règlement POP d'une des références de latex utilisée sur le site. Par ailleurs, un point a été effectué sur certains engagements pris par l'exploitant dans le cadre du projet d'extension du hall "Volare", dont la préfecture a pris acte le 26 février 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY OPERATIONS FRANCE
- Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien
- Code AIOT : 0010001145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESSITY OPÉRATIONS FRANCE réalise dans son usine de GIEN la fabrication de papiers sanitaires et domestiques (mouchoirs, rouleaux essuie-tout, papiers toilette...). Le site dispose de machines de fabrication de bobines de papier et de produits finis.

L'entreprise ESSITY utilise deux tours aéroréfrigérantes soumises au régime de la déclaration.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des stockages de matières combustibles	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	30 jours
2	Etat des stocks et plan des stockages	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
4	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	30 jours
5	PFAS - Mesures d'investigation complémentaire	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	30 jours
6	Interdiction	Règlement	/	Demande d'action	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	européen du 20/06/2019, article 3 - annexe I		corrective	
11	Bassins eaux pluviales (respect dispositions du SDAGE LB)	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.3	/	Demande d'action corrective	30 jours
12	Mesures de compensation Zone Humides (respect dispositions du SDAGE LB)	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.3	/	Demande d'action corrective	30 jours
13	Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1	/	Demande d'action corrective	30 jours
14	Protection des ateliers en cas d'incendie - porte CF	AP Complémentaire du 18/05/2018, article 8.1.5.1	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Eau - Prélèvements et consommation	AP Complémentaire du 18/05/2018, article 4.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	s d'eau			
7	Mise à disposition des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	/	Sans objet
8	FDS disponible en Français	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
9	Utilisation de la substance	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1	/	Sans objet
10	Conditions de stockage de la substance (intérieur et extérieur)	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des stockages de matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 8.1.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des stockages de matières combustibles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de matières combustibles sont limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parc à pâte MP1-2 : 5000 tonnes de pâtes à papier - Parc à pâte MP3 : 4000 tonnes de pâtes à papier - Magasin de produits finis : 3500 tonnes de produits d'hygiènes - Magasin bobines de papier TAD: 1500 tonnes - Magasin bobines de papier CWP : 3200 tonnes - Magasin matières premières (Airlaid) pâtes : 800 tonnes, bobines de papier : 380 tonnes et film

en polyéthylène (PE) : 200 tonnes.

L'exploitant tient un état des stocks et est en mesure de justifier à tout moment du respect des quantités maximales de matières combustibles visées ci-dessus.

Constats :

Rappel du constat [PDC18] émis lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

L'état des stocks complet du site n'a pas été transmis dans une forme lisible à l'issue de la visite d'inspection.

Vu : extractions SAP présentées par l'exploitant le jour de la visite :

* produits finis :

- 31500 palettes au magasin manuel : 1378 tonnes (< 3500 tonnes)
- 48500 palettes au magasin auto : 2122 tonnes (< 4270 tonnes)

* bobines :

- magasin TAD : 589, 5 tonnes (< 1500 tonnes)
- magasin CWP : 2554 tonnes (< 3200 tonnes)
- ligne Air laid : 464 tonnes (bobines filles et mères) (> **380 tonnes**)

* magasin matières premières (Air Laid) :

- Pâtes blanches et teintées ("fluff") : 238,7 tonnes (< 800 tonnes).

Dans la prescription de l'arrêté préfectoral relative au stockage de matières combustibles, le magasin matières premières comprend "pâtes, bobines de papier et film en PE". L'exploitant précise que les bobines considérées ici ne doivent être que les bobines mères, et non les bobines filles qui sont stockées dans la zone d'expédition du magasin bobines (côté "magasin bobines CWP").

D'après le complément à l'étude de dangers, émis le 06/07/2018 en réponse à l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral du 18/05/2018, il est constaté les données suivantes en entrée des modélisations :

- que le "magasin bobines TAD" stocke des bobines TAD (1500 t) et des bobines CWP (2400 t) ;
- que le "magasin bobines CWP" stocke 540 tonnes de produit ;
- que le bâtiment "matières premières" associé à la ligne Airlaid stocke 800 tonnes de bobines, des palettes bois, cartons et du film PE.

Ces éléments mettent en évidence des incohérences vis-a-vis des conditions réelles de stockage dans les bâtiments. L'état des stocks présente les quantités stockées par type de bobines sans tenir compte de l'emplacement réel de stockage, ce qui ne permet pas de vérifier l'adéquation avec l'étude de danger du site et avec les quantités maximales de combustibles autorisées.

Le constat précédent lié à la lisibilité de l'état des stocks est reformulé comme suit :

Constat [PDC1]: L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks permettant de connaître les matières combustibles stockées par zone de stockage. D'après les données présentées par l'exploitant, le tonnage maximum autorisé pour le stockage de bobines de papier associées à la production de la ligne Airlaid dans le bâtiment "matières premières" est dépassé (464 tonnes pour 380 tonnes autorisées).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Etat des stocks et plan des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 29/03/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Rappel du constat [PDC22] émis lors de la visite d'inspection du 01/02/2024 :

L'état des stocks et le plan général des stockages ne sont pas mis en cohérence pour garantir un niveau d'information assurant les interventions des équipes de secours extérieures en toute sécurité.

Vu : extractions SAP présentées par l'exploitant le jour de la visite :

* produits finis :

- 31500 palettes au magasin manuel : 1378 tonnes (< 3500 tonnes)

- 48500 palettes au magasin auto : 2122 tonnes (< 4270 tonnes)

* bobines :

- magasin TAD : 589, 5 tonnes (< 1500 tonnes)

- magasin CWP : 2554 tonnes (< 3200 tonnes)

- ligne Air laid : 464 tonnes (bobines filles et mères) (> 380 tonnes)

* magasin matières premières (Air Laid) :

- Pâtes blanches et teintées ("fluff") : 238,7 tonnes (< 800 tonnes).

Vu : plan des stockages du site, version octobre 2025.

Le plan ne présente pas les zones de stockage, mais la destination des bâtiments et la présence des lignes de production. Des séparations sont matérialisées alors que ces dernières ne

correspondent pas à des séparations physiques (murs ou murs coupe-feu). Les zones de stockage ne correspondent pas à l'état des stocks.

Le constat est maintenu.

Constat [PDC2]: L'état des stocks et le plan général des stockages ne sont pas mis en cohérence pour garantir un niveau d'information assurant les interventions des équipes de secours extérieures en toute sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées invite l'exploitant à transmettre rapidement un plan général des stockages cohérent avec son état des stocks en vue de remédier à ce constat récurrent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Eau - Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2018, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource // Consommation maximale annuelle // Débit maximal Horaire // Débit maximal Journalier

- Une station de pompage en Loire composée de 3 pompes // 2 800 000 m³ // débit unitaire des pompes : 280 m³/h

- 3 forages dans la nappe d'accompagnement de la Loire // 70 m³/h + 90 m³/h + 120 m³/h

- Réseau public // 60 000 m³ // 250 m³/j

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Constats :

Rappel des constats émis lors des visites d'inspection précédentes :

[C2] L'exploitant doit justifier l'état d'avancement de son plan d'action de remédiation des fuites sur la canalisation d'acheminement des eaux pompées en Loire vers l'usine, notamment en veillant à l'état de la conduite d'acheminement des eaux brutes pompées vers le site.

[C3] L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception et

l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement (fuite de la vanne de décharge en toiture du bâtiment chaufferie).

S'agissant du constat [C2] :

L'exploitant a mis en place deux nouveaux débitmètres pour suivre la cohérence des débits et pouvoir identifier une éventuelle fuite sur la canalisation enterrée d'amenée de l'eau brute depuis la station de pompage en Loire et les réservoirs de stockage sur le site.

Les valeurs de débit sont vérifiées par l'automatisme de gestion.

La gestion des alarmes n'a pas été vérifiée le jour de la visite d'inspection.

Au regard des travaux réalisés sur le site, l'écart [C2] est levé. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de s'assurer de l'organisation mise en place pour identifier et traiter les écarts de débits remontés.

S'agissant du constat [C3] :

Il n'a pas été constaté de problématique particulière lors de la visite des installations. **Dès lors l'écart [C3] est levé.**

Vu : tableau de suivi des consommations d'eau de forage.

Ces éléments confirment le respect des dispositions liées à la consommation d'eau du site.

Le respect des dispositions relatives à la consommation en eau de ville n'a pas été vérifié.

Vu : les travaux en cours sur le bâtiment qui accueillera les modules d'ultrafiltration.

Absence de nouvel écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/07/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la

date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Rappel du constat [PDC1] émis lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 et repris à l'issue de la visite du 07/03/2025 :

L'exploitant n'a pas finalisé sa démarche d'identification des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation, en vue d'établir une liste exhaustive.

Dans le cadre de la déclinaison de l'action nationale sur la prévention des émissions de PFAS dans les rejets aqueux des industriels, la société ESSITY OPERATIONS FRANCE a été invitée par courrier en date du 5 juin 2024 à mettre en œuvre un plan d'action PFAS autour de 3 principaux axes : l'investigation, la suppression/réduction, la surveillance.

L'exploitant a poursuivi ses investigations sur la présence possible de PFAS dans les produits utilisés sur le site, **en particulier sur trois produits chimiques de type latex utilisés sur la machine Airlaid (en voie sèche)**. Un prélèvement a été réalisé par les soins de l'exploitant sur chaque référence de latex présents sur le site, au niveau d'un point de purge de chaque cuve de stockage localisée dans l'atelier Airlaid. Les échantillons ont été transmis pour analyses au laboratoire accrédité EUROFINS.

Les résultats font état de la présence de plusieurs substances PFAS dans la composition de ces substances.

En conséquence, l'exploitant doit mettre à jour la liste des substances PFAS prévue par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Constat [PDC4]: Suite à la quantification de substances PFAS dans les références de Latex employés sur la ligne Air Laid, l'exploitant doit établir sa liste des substances PFAS et poursuivre sa démarche d'identification.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : PFAS - Mesures d'investigation complémentaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 02/06/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection précédente :

L'exploitant doit poursuivre ses investigations complémentaires en vue de justifier l'absence de substance PFAS dans les rejets de l'établissement et l'absence de mise en œuvre de mesure de suppression ou de réduction des rejets aqueux en PFAS.

Dans le cadre de la déclinaison de l'action nationale sur la prévention des émissions de PFAS dans les rejets aqueux des industriels, la société ESSITY OPERATIONS FRANCE a été invitée par courrier en date du 5 juin 2024 à mettre en œuvre un plan d'action PFAS autour de 3 principaux axes : l'investigation, la suppression/réduction, la surveillance. Aucune réponse formalisée à ce courrier n'a été transmise à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a poursuivi ses investigations sur la présence possible de PFAS dans les produits utilisés sur le site, **en particulier sur trois produits chimiques de type latex utilisés sur la machine Airlaid (en voie sèche)**. Un prélèvement a été réalisé par les soins de l'exploitant sur chacune des 3 références de latex présentes sur le site, au niveau d'un point de purge de chaque cuve de stockage associée à l'atelier Airlaid. Les échantillons ont été transmis pour analyses à un laboratoire accrédité COFRAC indépendant.

Vu : résultats d'analyses des trois références de latex stockés et utilisés sur le site au moment du prélèvement.

Les résultats font état de la présence de plusieurs substances PFAS.

A noter que les prélèvements ayant été effectués à partir des installations de stockage et d'emploi de la société ESSITY, et non sur des lots neufs du fournisseur, une contamination sur le lieu d'emploi ne peut pas être exclue à ce stade.

Vu : zone de stockage extérieure des latex, constituée de 6 cuiviers, dont 4 communicants, tous placés dans une rétention béton. L'état de la rétention n'a pas été vérifiée, la hauteur des murs ne le permettant pas ;

Vu : aire de dépotage associée à la zone de stockage ;

Vu : synoptique associé au stockage des latex. L'exploitant indique que les 4 cuiviers (capacité 25 tonnes unitaire) de stockage de la substance non conforme sont communicants. De fait, une valeur de capteur de remplissage apparaît aberrante.

Il est constaté que les bouches de remplissage sont localisées au-dessus d'une rétention munie de caillebotis pour permettre la manœuvre par les salariés lors des opérations de dépotage de

produit. Les bouches sont identifiées. La rétention comporte une eau blanchâtre, vraisemblablement liée aux eaux météorites captées. Cette rétention comporte un point bas muni d'une pompe de relevage. L'exploitant indique que cette pompe permet de renvoyer les eaux pluviales chargées à la STEP du site. L'inspection des installations classées rappelle que des substances PFAS ont été quantifiées dans les trois références de latex, et qu'à ce titre les eaux pluviales chargées sont très certainement contaminées en PFAS qui ne seront pas dégradés par la STEP interne du site, mais simplement dilués dans le flux des eaux industrielles, et seront donc rejetés dans les lagunes et *in fine* en Loire. **A ce titre, ces eaux doivent faire l'objet d'une caractérisation de leur concentration en substances PFAS (a minima 20 substances dites AEP, et indice AOF) et en macro-polluants traditionnels. Dans l'attente de ces résultats et de l'adaptation du plan d'action PFAS en conséquence, ces eaux doivent être confinées.**

Ce rejet d'eaux polluées dans les réseaux du site est susceptible d'avoir contaminé les réseaux et certains équipements des installations de traitement du site. Des opérations de lavage seront donc à prévoir selon les résultats d'analyses.

Il est également constaté que les cuiviers ont dû subir des débordements par le passé. Dans ce cadre, **un nettoyage de la zone de rétention apparaît nécessaire pour prévenir des rejets d'eaux polluées aux PFAS aux réseaux internes de l'établissement**, dans un contexte où la rétention aérienne doit régulièrement être vidangée.

Constat [PDC5] : L'exploitant doit assurer le nettoyage de la zone de dépotage, de la rétention associée à la zone de dépotage, ainsi que de la zone de stockage des latex contenant des substances PFAS. Les eaux pluviales tombant au droit de ces zones ou y transitant sont susceptibles d'être polluées aux PFAS et doivent être gérées en tant que déchets après une caractérisation adaptée. Dans l'attente de la caractérisation elles doivent être confinées sur site. Les eaux de nettoyage ou de rinçage devront également suivre une filière de traitement des déchets adaptée, déterminée suite à une caractérisation de la présence potentielle de PFAS.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé parallèlement à Monsieur le Préfet pour prescrire des investigations complémentaires et les actions à prévoir, forts des premières conclusions tirées des investigations menées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 3 - annexe I

Thème(s) : Actions nationales 2026, Conformité des latex au règlement POP

Prescription contrôlée :

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

Constats :

Dans le cadre de la déclinaison de l'action nationale sur la prévention des émissions de PFAS dans les rejets aqueux des industriels, la société ESSITY OPERATIONS FRANCE a été invitée par courrier en date du 5 juin 2024 à mettre en œuvre un plan d'action PFAS autour de 3 principaux axes : l'investigation, la suppression/réduction, la surveillance.

L'exploitant a poursuivi ses investigations sur la présence possible de PFAS dans les produits utilisés sur le site, **en particulier sur trois produits chimiques de type latex utilisés sur la machine Airlaid (en voie sèche)**. Un prélèvement a été réalisé par les soins de l'exploitant sur les 3 références de latex présentes sur le site, au niveau d'un point de purge de chaque cuve de stockage associée à l'atelier Airlaid. Les échantillons ont été transmis pour analyses à un laboratoire accrédité COFRAC indépendant.

Les résultats font état de la présence de plusieurs substances PFAS, et notamment pour une référence de latex, une teneur en PFHxS supérieure à la valeur seuil dérogatoire à l'interdiction fixée par le règlement POP (concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (soit 25 000 ng/L) dans des substances, des mélanges ou des articles).

A noter que les prélèvements ayant été effectués à partir des installations de stockage et d'emploi de la société ESSITY, et non sur des lots neufs du fournisseur, **une contamination sur le lieu d'emploi ne peut pas être exclue à ce stade.**

L'utilisation d'une substance est entendue au sens du règlement REACH (point 24 de l'article 3) comme "*toute opération de transformation, de formulation, de consommation, de stockage, de conservation, de traitement, de chargement dans des conteneurs, de transfert d'un conteneur à un autre, de mélange, de production d'un article ou tout autre usage*".

La non conformité au Règlement POP implique l'interdiction de toute utilisation ou emploi du

latex non conforme.

Un courrier préfectoral a été transmis à l'exploitant en ce sens le 20/02/2026.

L'exploitant prévoit des analyses contradictoires, sur la référence de latex incriminée, par deux laboratoires indépendants, à partir d'un nouvel échantillon prélevé dans les cuiviers.

Suite à ces résultats, l'exploitant a indiqué avoir stoppé l'utilisation de la référence non conforme et substitué une partie de sa production avec un autre latex (avec accord préalable de ses clients).

A noter que le fournisseur déclare que ses références sont conformes et réalise parallèlement des contre-analyses sur ces 3 références de latex.

Constat [PDC6]: L'exploitant a produit des bobines à partir d'une référence de Latex dont la teneur en PFHxS dépasse le seuil du Règlement POP relatif aux produits. La substance est stockée sur le site dans l'attente d'analyses contradictoires.

Vu : extrait SAP des stocks de bobines, en particulier des bobines immobilisées. Le tonnage stocké le jour de la visite est conforme au tonnage déclaré par l'exploitant après immobilisation des bobines ;

Vu : l'identification claire dans la zone de stockage des bobines immobilisées. Les références de bobines vérifiées par sondage ont bien été identifiées ;

Vu : zone de stockage extérieure des latex (6 cuiviers) et aire de dépotage associée ;

Vu : synoptique associé au stockage des latex. Les 4 cuiviers (capacité 25 tonnes unitaire) de stockage de la substance non conforme sont communicantes. De fait, une valeur de capteur de remplissage apparaît aberrante. Le tonnage stocké en latex non conforme apparaît conforme au tonnage déclaré par l'exploitant après déclaration d'arrêt d'utilisation de la substance.

Vu : registre de consignation des pompes de mise en œuvre des latex : les équipements sont notés consignés au registre de consignation depuis le 10/03/2026.

Ces constats vont dans le sens de l'arrêt de l'utilisation de la substance sur le site depuis l'alerte de non-conformité au Règlement POP, et l'immobilisation des bobines fabriquées à partir de cette substance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Mise à disposition des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35

Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH n°1907/2006 modifié

Prescription contrôlée :

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux

informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

Vu : la fiche de données de sécurité du latex non conforme, la dernière révision datant du 05/09/2022, antérieurement à l'entrée en vigueur de la modification du Règlement POP entraînant l'interdiction du PFHxS sauf dérogation. La fiche ne mentionne pas d'information relative à la teneur en PFAS. La rubrique 15 précise toutefois "Règlement (UE) 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants : non applicable" ;

La fiche de données de sécurité est disponible et a été rapidement présentée à l'inspection des installations classées.

La présence de la fiche de données de sécurité à proximité de la ligne AirLaid n'a pas été vérifiée. Toutefois, les conditions de stockage en sécurité sont connues du responsable d'exploitation de la ligne.

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : FDS disponible en Français

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5

Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH n°1907/2006 modifié

Prescription contrôlée :

Article 31.5 : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché

Constats :

Vu : la fiche de données de sécurité du latex non conforme, la dernière révision datant du 05/09/2022.

La fiche de données de sécurité est disponible en français.

Absence d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Utilisation de la substance

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 1.1

Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 1

Prescription contrôlée :

Le numéro d'enregistrement (s'il y a lieu) doit être indiqué

L'usage de la substance par l'exploitant n'est pas une utilisation déconseillé par la FDS
<p>Constats :</p> <p>Vu : la fiche de données de sécurité du latex non conforme, la dernière révision datant du 05/09/2022. La fiche de données de sécurité est indiquée conforme au Règlement CE n° 1907/2006 (REACH) et ne comprend pas de classification ou d'étiquetage en référence au Règlement CLP n° 1272/2008. La rubrique 15 précise "Règlement (UE) 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants : non applicable" ;</p> <p>L'utilisation indiquée est "destiné exclusivement à l'usage industriel" sans autre précision ou restriction.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de stockage de la substance (intérieur et extérieur)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7
Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 7
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les conditions d'un stockage sûr sont mises en œuvre par l'exploitant</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : la fiche de données de sécurité du latex non conforme, la dernière révision datant du 05/09/2022.</p> <p>La rubrique 7 "manipulation et stockage" précise [extraits] : "conserver à des températures comprises entre 5°C et 30°C. Protéger du gel. Pour conserver la qualité du produit, ne pas stocker à la chaleur ni au soleil".</p> <p>Les cuiviers de stockage de latex sont en extérieur, à proximité immédiate de l'aire de dépotage associée. Ils ne sont pas à l'abris de la chaleur et des intempéries en cas de froid.</p> <p>L'exploitant précise que les cuiviers et canalisations associées sont protégés du gel à l'aide d'un cordon chauffant. Ce cordon est constaté sur site au niveau de l'aire de dépotage du produit.</p> <p>S'agissant des températures estivales, l'exploitant considère que le volume de stockage est suffisant pour prévenir une montée en température supérieure à 30°C, température de stockage préconisée.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bassins eaux pluviales (respect dispositions du SDAGE LB)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.3

Thème(s) : Autre, Conformité au porter-à-connaissance projet « VOLARE »

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Constats :

Vu : Dossier de porter-à-connaissance relatif au projet d'extension du hall "Volare" et en particulier les documents annexes fournis dans le cadre de l'instruction :

- note "construction du hall "Volare" - projet - note sur la gestion des eaux pluviales" du 23/08/2022 ;
- note "gestion des eaux pluviales de l'usine - étude -note technique" du 30/11/2022 ;
- compléments au dossier de porter-à-connaissance V1 du 08/12/2022 qui précise, s'agissant de la compatibilité à la disposition 3D-2 du SDAGE Loire-Bretagne "Les eaux pluviales de la partie Nord, hors parking Nord, seront collectées puis dirigées vers le bassin d'orage existant au Nord-Est du site et présentant un volume de 6 074 m3. Les eaux du parking Nord seront gérées par un ouvrage particulier de 159 m3. Les eaux pluviales de la partie Sud seront collectées puis dirigées vers le bassin Ouest du site et présentant un volume de 4 721 m3. Il s'avère qu'un déficit de volume est relevé pour les deux bassins actuels. **En mesures compensatoires, il est proposé d'élever le niveau de surverse des ouvrages afin de respecter les volumes à mettre en rétention.** Dans ces conditions, le débit de fuite maximal de 3 l/s/ha pour une pluie décennale sera respecté."

Au cours de la visite, l'exploitant a confirmé ne pas avoir réalisé les travaux de surverse sur les bassins de gestion des eaux pluviales.

Constat [PDC11]: L'exploitant n'a pas tenu les engagements pris dans son porter-à-connaissance « projet Volare » s'agissant de la gestion des eaux pluviales : absence de réhausse des bassins d'eaux pluviales permettant d'assurer un débit maximum de 3 l/s/ha sur pluie décennale imposé par le SDAGE LB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Mesures de compensation Zone Humides (respect dispositions du SDAGE LB)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 1.3
Thème(s) : Autre, Conformité au porter-à-connaissance projet « VOLARE »
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : Vu : Dossier de porter-à-connaissance relatif au projet d'extension du hall "Volare" et en particulier les documents annexes fournis dans le cadre de l'instruction : - rapport ECOSPHERE "Création d'un parking sur le site d'Arrabloy (45) - inventaire des zones humides" en version 2 du 18/10/2022 - compléments au dossier de porter-à-connaissance V1 du 08/12/2022 qui précise, s'agissant de la compatibilité à la disposition 8B-1 du SDAGE Loire-Bretagne "ESSITY a mandaté la société ÉCOSPHÈRE pour la réalisation d'un inventaire des zones humides. Une zone humide est concernée par l'emprise du futur parking Nord. La perméabilité du parking permettra de conserver la fonctionnalité de la zone humide concernée. Parallèlement, une potentielle solution de compensation est en cours d'élaboration en lien avec l'administration." Le rapport ECOSPHERE V2 précise les éléments suivants [extraits]: <u>§3.3.4 CONCLUSION SUR LE DIAGNOSTIC DES ZONES HUMIDES</u> « Au sein de la zone d'étude, aucun habitat n'est caractéristique de zones humides. La flore n'est également pas caractéristique de zones humides. Les sondages pédologiques ont mis en évidence une zone humide de 3 475 m². » <u>§3.4 IMPACTS ET MESURES SUR LES ZONES HUMIDES</u> « Au droit du projet, l'ensemble de la zone humide sera impacté. Une mesure de compensation est donc définie. Le projet de parking aura un impact très limité sur les fonctionnalités de la zone humide. En effet celle-ci a un rôle fonctionnel moindre. La présence de noues dans le projet de parking et le maintien des mares situées à proximité permet d'assurer les rôles hydrologiques et biogéochimiques. Un ratio de compensation de 150 % est demandée par les services de l'Etat. La zone de compensation correspond actuellement à une parcelle de culture drainée située au nord-est de l'usine. Le retrait des drains sur cette culture permettra une remontée de la nappe phréatique et la réhabilitation de la zone humide. L'emplacement précis de la zone de compensation sera au sein de la pointe sud-ouest de la parcelle agricole. De plus afin d'améliorer la fonctionnalité de la zone humide, la parcelle de compensation seraensemencée d'un couvert herbacé [...] et gérée par une fauche (entre début juillet et septembre) ou un pâturage extensif. La mise en place d'un couvert herbacé permettra notamment d'améliorer les fonctions de support de biodiversité, de stockage du carbone, et de rétention des sédiments sur la zone compensatoire. Compte tenu de l'absence d'impact sur les zones humides aux abords du projet de parking, de la faible fonctionnalité de la zone humide impactée et de la mesure compensatoire proposée (restauration d'une zone humide dégradée et mise en place d'un couvert herbacé sur une parcelle actuellement cultivée), un ratio de 100% est suffisant pour la compensation. Un suivi par un écologue sera réalisé lors du chantier de retrait des drains. De plus un suivi sera mis en place sur la zone humide réhabilitée l'année suivant les travaux pour vérifier le caractère humide

de cette parcelle puis un suivi tous les 5 ans.»

Au cours de la visite, l'exploitant a confirmé ne pas avoir réalisé les travaux initialement prévus dans le dossier. Il a présenté les travaux effectivement réalisés : abandon d'une bande de 20 m le long de la RD122 pour bouchage de 4 collecteurs de drain, correspondant à une surface de suppression de drainage de 9300 m².

Vu : facture du 19/02/2024 de la société GLOBE PLANTER pour les travaux de terrassement, recherche et bouchage de drains.

Vu : plan des travaux de drainage, modifié suite au projet Volare Parking Nord ;

Vu : plan présentant la parcelle concernée par les mesures et la surface concernée.

Constat [PDC12]: L'exploitant n'a pas tenu les engagements pris dans son porter-à-connaissance « projet Volare » s'agissant de la mesure compensatoire à la destruction d'une zone humide : le lieu d'implantation de la mesure et la surface sont différents, absence de suivi par un écologue. L'exploitant doit déposer un porter-à-connaissance présentant les modifications qui feront l'objet d'une instruction pour vérifier la pertinence et l'efficacité de la mesure prise, vis-a-vis des dispositions du SDAGE LB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 13 : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 7.6.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Volume de confinement

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement étanches aux produits collectés et d'une capacité de 4556 m³ (bassin d'orage Ouest) et de 6127 m³ (bassin d'orage Est) avant rejet vers le milieu naturel. [...]

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du volume de confinement des eaux d'extinction du bassin Est.

Constat [PDC13]: D'après les éléments présentés dans le porter-à-connaissance « projet Volare »

le bassin d'orage Est ne dispose pas d'une capacité suffisante pour assurer le confinement des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées en cas d'incendie (6074 m ³ au lieu de 6127 m ³).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 14 : Protection des ateliers en cas d'incendie - porte CF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/05/2018, article 8.1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristique CF du mur
Prescription contrôlée : L'atelier de fabrication de papier par voie sèche est séparé des magasins de stockage de bobines de papier et des ateliers de transformation par des murs et des portes coupe-feu 2 heures. [...]
Constats : Vu : porte coupe-feu maintenue ouverte sans obstacle (absence de groom ou de moyens de déclenchement magnétique ou de retombée par gravité). La porte coupe-feu reste ouverte, malgré l'information portée sur la porte "à maintenir fermée". Constat [PDC14]: Le mur coupe-feu 2h entre le bâtiment transformation et le bâtiment AirLaid est équipé d'une porte coupe-feu maintenue ouverte lors de la visite. L'exploitant n'assure pas la caractéristique coupe-feu 2h du mur en toutes circonstances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours